

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

8 Impasse René Fonck  
85000 A ROCHE SUR YON

Tél : +336 80 48 28 78  
Mél : yannick.rissel@bureauveritas.com

N° affaire : 19545076\_1-93AN0QR

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

*Opération* : **CHANTONNAY VH Résidence des Paquerettes**  
*Paquerettes* : Réhabilitation de 25 logts  
rue des Paquerettes  
85110 CHANTONNAY

**Destinataire :**

VENDEE HABITAT  
Yann DUPONT  
28 rue Benjamin Franklin  
85000 LA ROCHE SUR YON


**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 2**



**Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
04/07/2024	Rev0	FINALISATION	Yannick RISSEL 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.4. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.4.1. Pénalités .....	9
<b>2.5. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.5.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.5.2. Transmission du PGC .....	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.6. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>20</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	20
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	21
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	21
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	21
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>21</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	22
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>22</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	22
4.5.2. Travaux superposés .....	22
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	22
4.5.4. Protection contre le bruit .....	22
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	23
4.5.6. Travaux en hauteur .....	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	23
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	24
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>24</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	24
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	24
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	24
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>24</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>25</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>25</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>25</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	25
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	26
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	26
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>27</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>27</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>27</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>28</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>28</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>28</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>28</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>28</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>29</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>29</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>29</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>29</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>32</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents remis

- Le CSPS n'est pas invité à la réunion de conception pour réaliser le PGC et le DIUO.

**Diagnostics Amiante - REMIS**

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Réhabilitation de 21 logements individuels

=> Séquence dépose d'éléments existants avec présence d'amiante  
=> Séquence préparation / aménagements intérieurs et extérieurs

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.,  
Mode de passation des marchés : lots séparés,  
Type de marchés : publics

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 16 septembre 2024  
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6  
Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Selon le CCTP Lot 00 du MOE.

Respect du Décret N° 2020-1817 du 29.12.2020.

Chaque entreprise doit procéder rigoureusement au tri de ses déchets sur le chantier.

**L'évacuation, le traitement et la revalorisation des déchets est à la charge de chaque lot.**

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 8 lots (hors sous-traitants)

Lot 1 : RAVALEMENTS DE FACADES  
Lot 2 : MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES  
Lot 3 : ISOLATION DES COMBLES  
Lot 4 : PANNEAUX DE CONSTRUCTION - FAIENCE  
Lot 5 : PEINTURE - SOLS SOUPLES  
Lot 6 : ELECTRICITE  
Lot 7 : PLOMBERIE - VENTILATION  
Lot 8 : ABORDS EXTERIEURS

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : De 2 à 15 personnes

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	VENDEE HABITAT	28 rue Benjamin Franklin 85000 LA ROCHE SUR YON	yann.dupont@vendeehabitat.fr	Yann DUPONT
Maîtrise d'œuvre	DGA ARCHITECTES ET ASSOCIES	5, rue Georges Legagneux 85503 LES HERBIERS CEDEX	dga09@dga-architectes.com	Mme TIGNON
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		yannick.rissel@bureauveritas.com	M. RISSEL

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### **2.4.1. Pénalités**

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Oeuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

### **2.5. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

#### **2.5.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

#### **2.5.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

#### **2.5.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## **2.6. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## **2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »**

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## **2.8. Travailleurs indépendants**

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## **2.9. Protections individuelles**

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## **2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers**

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### **Salariés étrangers :**

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,

- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

##### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

##### Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du travail. La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations. Une liste nominative du personnel de chaque entreprise est tenue à jour sur le chantier, par chacune des entreprises. Cette liste est assortie de la mention de la formation initiale à la sécurité, dispensée par l'entrepreneur à chacun des salariés.

L'accès s'effectue depuis la **rue des Paquerettes**

Maintenir l'accès de toutes les entreprises sans altérer le bon fonctionnement des logements.

Campagne de communication à organiser par le Maître d'Ouvrage auprès des utilisateurs concernant les impacts potentiels engendrés par le chantier sur l'environnement proche (bruit, poussières, circulations...).

Accès et circulation autour de l'ouvrage :

*Le risque de chute de plain-pied est un risque récurrent, aux conséquences parfois fort graves, qui concerne toute personne pénétrant sur le chantier.*

*Pour les entreprises chargées des travaux, le risque est amplifié par le transport manuel de charges lourdes à pied d'oeuvre, faute de pouvoir utiliser du matériel roulant sur des voies de circulation maintenues en état pendant tout le déroulement de l'opération. Mais les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'oeuvre sont également fortement exposés.*

*La préparation, la réalisation et l'entretien de voies de circulation concerne donc donneurs d'ordres et entreprises de travaux, de la conception à la réalisation de l'opération.*

**Chemin piéton / accès : flux à gérer / détourner**

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Clôtures de chantier à mettre en place autour de la Base-vie, des stockages et des zones des travaux extérieurs afin de rendre le chantier clos et indépendant.

Le **lot PEINTURE SOL SOUPLE** prendra en compte les démarches à accomplir auprès de la ville pour les emprises sur le domaine public.

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, afin qu'elles soient interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

### 3.2.2. Accès

Nettoyage autant que nécessaire des accès

#### Accès et circulation autour des ouvrages :

*Le risque de chute de plain-pied est un risque récurrent, aux conséquences parfois fort graves, qui concerne toute personne pénétrant sur le chantier.*

*Pour les entreprises chargées des travaux, le risque est amplifié par le transport manuel de charges lourdes à pied d'oeuvre, faute de pouvoir utiliser du matériel roulant sur des voies de circulation maintenues en état pendant tout le déroulement de l'opération. Mais les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'oeuvre sont également fortement exposés.*

*La préparation, la réalisation et l'entretien de voies de circulation concerne donc donneurs d'ordres et entreprises de travaux, de la conception à la réalisation de l'opération.*

### 3.2.3. Circulations

Le chantier est desservi par des voies publiques ou/et privées. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions afin d'assurer la continuité des cheminements piétons limitrophes

=> **lot PEINTURE SOL SOUPLE** pour la mise en place et gestion

Les circulations extérieures et intérieures sont maintenues propres et dégagées.

Nettoyage autant que nécessaire des circulations.

#### Règles de circulation :

*L'entreprise titulaire devra demander les arrêtés de voirie nécessaires pour les travaux sur le domaine public.*

*La circulation des camions ou engins des entreprises devra respecter le circuit choisi par le maître d'oeuvre.*

*Sujétions découlant de l'environnement du chantier Plans de circulation. Les modifications du plan de circulation sur le site en fonction des phases de travaux seront diffusées par le maître d'oeuvre, à chaque entreprise ou travailleur indépendant agréé par le maître d'ouvrage.*

*Ces plans feront figurer les sens de circulation et la signalisation mise en place pour ce chantier proprement dit. Ils tiendront compte des voies ouvertes au public et des cheminements piétons.*

#### Manoeuvres de véhicules ou d'engins de chantier :

*- toutes manoeuvres de véhicules ou d'engins hors de la zone de chantier est à proscrire,*

*- à l'exécution de toutes manoeuvres, la priorité restera aux usagers,*

*- pendant l'exécution des travaux, les engins de chantier et d'approvisionnement devront circuler en respectant les principes de code de la route ou la signalisation provisoire spécifique.*

### 3.2.4. Signalisation

Elles seront conformes aux règles de police, aux prescriptions du Maître d'OEuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, qu'il jugerait nécessaires.

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'OEuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, le **lot PEINTURE SOL SOUPLE** sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

A mettre dans toutes les zones d'interventions et suivant les besoins par le **lot PEINTURE SOL SOUPLE**

### 3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier se fait sur le parkin de l'immeuble

Les entreprises mettront tout en oeuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

### 3.2.6. Stockage

- La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins. Interdire tout stockage au niveau des accès de secours et en dehors des emprises de chantier.
- Les stockages de matériaux ou de matériel (conteneurs de stockage) ne peuvent se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier. Les zones de stockages sont réparties en fonction des possibilités du chantier.
- Le stockage des produits à risques dans les locaux n'est pas autorisé. Les fiches techniques concernant les produits à risques sont intégrées dans les PPSPS.

Elles devront être approuvées par le MOA / MOE et CSPS => mise en place et gestion par le **lot PEINTURE SOL SOUPLE**

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### Électricité de chantier :

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en oeuvre pour tous travaux à l'intérieur. Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS).

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Le **lot ELECTRICITE** devra prévoir en nombre suffisant des tableaux de répartition électrique équipés de disjoncteurs et différentiels sur l'ensemble du chantier depuis l'armoire électrique chantier mise en place.

NB : environ 1 tableau tous les 25ml

#### Eclairage : existant

Mise en place par les entreprises sur leur zone de travail (éclairage portatif).

Privilégier les éclairages basse consommation type fluorescent ou LED afin d'éviter les risques de brûlures.

#### Eau : Existant

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Cantonnements et entretien (y compris nettoyage) à la charge du **lot PEINTURE SOL SOUPLE** pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le dimensionnement des cantonnements devra être adapté en permanence à l'effectif du chantier.

Aucun repas ne sera pris sur le chantier en dehors des cantonnements.

*NB : Si les installations se font dans l'existant, l'entreprise fournira au MOA, MOE et CSPS sa proposition pour avis.*

**- Voir grille exigences hygiène et cantonnement en pièce jointe**

***Le nettoyage des sanitaires, vestiaires et réfectoires doit être réalisé à une fréquence minimale journalière par du personnel qualifié.***

Le personnel ayant réalisé ce nettoyage devra obligatoirement remplir et signer une feuille d'émargement indiquant le jour et l'heure d'intervention. Cette feuille sera affichée dans la base-vie. Dans le cas où cette feuille ne serait pas remplie, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

Nota Bene : **Conformément au CCAP TRAVAUX le gestionnaire du Compte-Prorata sera le lot PEINTURE SOL SOUPLE.**

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise titulaire du **lot PEINTURE SOL SOUPLES (Gestionnaire du compte-Prorata)** réalisera quotidiennement le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté; chaque entrepreneur enlève les débris et gravois causés par ses propres travaux et laisse place nette chaque soir et après chaque opération ou intervention.

Le Maître d'Oeuvre pourra, s'il le juge nécessaire et/ou suite à demande du CSPS, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'oeuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **lot PEINTURE SOL SOUPLE** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

##### **lot PEINTURE SOL SOUPLE**

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **SO** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	lot PEINTURE SOL SOUPLE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Accès	existant	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travail
Circulations	existant		Réception travaux
Signalisation	I	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Stationnement	existant	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Stockage	I	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Réseaux provisoires de chantier	Lot ELECTRICITE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Coffret électrique général	lot PEINTURE SOL SOUPLE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	lot PEINTURE SOL SOUPLE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Cantonnement	lot Ravalement de Façades	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Infirmierie de chantier	...	...	...
Nettoyage hors cantonnement	TCE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
PIC	lot PEINTURE SOL SOUPLE	SO	Réception travaux

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Protections collectives	lot PEINTURE SOL SOUPLE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Accès hauteur communs	lot PEINTURE SOL SOUPLE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Déchets - Gravats	TCE	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux
Nettoyage des cantonnements	Gestionnaire du compte-Prorata	Gestionnaire du compte-Prorata	Réception travaux



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1		Phase préparation / aménagements intérieurs et extérieurs	Travaux à point chaud Travail isolé Travail en hauteur Produits dangereux Manutention manuelle Inhalation poussières Eclairage Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Rupture, effondrement Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Contraintes météorologiques Contact électrique direct ou indirect Rupture, effondrement Inhalation poussières Amiante	<p><b>PHASE PREPARATOIRE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors de la visite d'inspection commune, les entreprises définiront leur besoin en zone de stockage. Ces besoins seront communiqués au MOE et/ou OPC pour mise en oeuvre. Le Plan d'Installation de chantier rédigé par le <b>lot PEINTURE SOL SOUPLE</b> tiendra compte de ces besoins et évoluera en fonction.</li> <li>- En cas d'opération en diffus, le MOE établira un planning journalier de localisation des zones de travaux en cours de réalisation.</li> <li>- Maintenir les circulations propres, dégagées et éclairées =&gt; <b>lot PEINTURE SOL SOUPLE</b></li> <li>- Le MOE organisera le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages.</li> <li>- Gestion éventuelle des bennes à déchets en cas de carence d'une entreprise à la charge du gestionnaire du compte Prorata</li> <li>- Chantier à rendre clos et indépendant avant toute intervention =&gt; chaque entreprise</li> <li>- Nettoyage quotidien des zones de circulation et de stockage =&gt; TCE</li> <li>- <i>DICT à effectuer par toutes entreprises concernées. Réseaux existants actifs à signaler sur le PIC + baliser/signaler / mise en place de portiques de signalisation...)</i> =&gt; organisation à définir lors de la réunion préparatoire ou Visite d'Inspection Commune</li> </ul> <p><i>Un plan de géolocalisation récent des réseaux sera fourni avec les pièces du marché.</i></p> <p><i>Les récépissés de DICT sont à fournir au CSPS, MOE et seront présents sur site.</i></p> <p>Nettoyage des voiries de circulation extérieures et intérieures =&gt; TCE</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS =&gt; MAITRE D'OEUVRE</p> <p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>

				<p>Électricité.</p> <p>Pas de manutention pour des vitesses de vent supérieures à 50 k/h.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	--

## 4.2. Analyse de risques

### Phase préparation / aménagements intérieurs et extérieurs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	Voir PGC paragraphe 4.5.5 et 6.5	Respect des balisages en place. Voir PGC paragraphe 4.5.5 et 6.5
Travail isolé	TCE : - Prévoir des équipes de 2 personnes au minimum.	
Travail en hauteur	Voir PGC paragraphe 4.3.1, 4.5.6 & 4.5.7.	Voir PGC paragraphe 4.3.1, 4.5.6 & 4.5.7
Produits dangereux	Voir PGC paragraphe 4.5.3.	Voir PGC paragraphe 4.5.3.
Manutention manuelle	<b>lot PEINTURE SOL SOUPLE</b> - Maintien des moyens communs TCE : - Limiter les manutentions manuelles aux petites charges. - Privilégier les manutentions mécaniques - Guide de manoeuvre à mettre en place - Définir avec le maître d'oeuvre les zones de manutention	Définir des conventions pour la mise en commun des moyens
Inhalation poussières	- Mettre en place une organisation pour réduire au maximum les poussières vis-à-vis des autres zones et de l'environnement du site (arrosage, ventilation...)	
Eclairage	Voir PGC paragraphe 3.4	Signaler à l'entreprise et MOE tout dysfonctionnements. Respecter les équipements en place. Assurer l'éclairage des postes de travail Voir PGC paragraphe 3.4
Déplacement de plain-pied	Voir PGC paragraphe 3 et sous-chapitres	Avertir le MOE si les circulations, moyens d'évacuation des déchets sont défaillants ou manquants, afin de prendre les mesures nécessaires. Pas de stockage dans les voies de circulation.
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de travail. Définir les zones d'intervention. Mise en sécurité des zones en cours de travaux, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès.	Respecter les balisages.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Rupture, effondrement	Echafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier. Signalisation sur l'échafaudage en bordure des accès chantier et chaussées publiques par des dispositifs réfléchissants ou lumineux (suivant analyse de risques et/ou arrêté de circulation). Malaxeur avec moteur insonorisé, protection des parties dangereuses. Orientation du malaxeur de telle sorte que les vents dominants éloignent de l'opérateur les gaz d'échappement et les poussières émises.	Circuler sur les voies d'accès repérées sur le PIC et matérialisées sur chantier, respecter les consignes de circulation et la vitesse limitée à 10 km/h. Pas de travaux au voisinage des échafaudages, du malaxeur.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Contact électrique direct ou indirect	les coffrets électriques seront fermés à clef les coffrets électriques seront étanches, pourvus d'un arrêt coup de poing Toutes les alimentations chantier seront protégées	L'ouverture, l'accès à l'intérieur des coffrets électriques est INTERDIT (hors personnel formé et habilité )Les prolongateurs et autres équipements doivent être conformes, sans accrocs ni réparations
Rupture, effondrement	Échafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Amiante	Interdire toute coactivité.  Personnel habilité respectant le mode opératoire  Voir chapitre 3 du Présent PGC	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise du soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du **lot PEINTURE SOL SOUPLE**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.

- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise lot PEINTURE SOL SOUPLE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise lot PEINTURE SOL SOUPLE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux en sous-sol ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux. En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

***Il n'est pas prévu de lot échafaudage de pied, néanmoins une mise en commun inter-entreprise peut être organisée en phase préparation de chantier la mise en commun d'un échafaudage de pied est la solution pour satisfaire aux exigences réglementaires.***

*Les intervenants intéressés désigneront une entreprise chargée de mettre à disposition de toute les entreprises un échafaudage de pied afin de réduire les risques liés à la multiplicité des moyens de protection utilisés (ou non) et à leur installation. Les echafaudages communs ont pour avantage en terme de sécurité et de rentabilité par l'absence de multiplication des opérations de montage / démontage. Voir code du travail L.4732-2*

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

L'utilisateur de l'échafaudage devra s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il devra réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encorbeillement / etc).

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Autorisation de conduite & CACES & compétences spécifiques (amiante) : à spécifier par salarié dans le PPSPS

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

position suivant zone de stockage / intervention en couverture / échafaudage pour accès

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Le brûlage des matières et des déchets est strictement interdit sur le chantier.

Chaque entreprise doit le nettoyage systématique de ses zones de travail et l'évacuation de ses déchets & gravats.

Des bennes sont installées et gérées par le gros oeuvre en cas de carence de propreté. frais portés à l'entreprise responsable ou au compte prorata



## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à

faibles risques polluants seront réalisé sur bassin de rétention.  
Privilégier l'emploi de produit naturel.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défailtantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - *Sans Objet*
- Demandes d'arrêtés - *Sans Objet*
- Autorisations concessionnaires -
  - Société concessionnaire des réseaux gaz et électricité** : EDF/  
GDF : 95 bd des ETATS UNIS.85001 LA ROCHE SUR YON CEDEX.  
Tél. 0810.333.776.  
ou EDF/GDF : agence de travaux : guichet raccordements. BP 57.  
85002 - LA ROCHE-SUR-YON. Tél. 02.51.36.43.62  
EDF (urgence) 0.810.333.285 - GDF (urgence) 0.810.333.485
  - Société concessionnaire du réseau eau potable** : Vendée Eau -  
57, rue Paul Emile Victor - CS 90041 - 85000 LA ROCHE SUR YON.  
Tél. 02 51 24 82 01 - vendee-eau@vendee-eau.fr
  - Syndicat de gestion des réseaux d'énergies** : SYDEV - 3, rue du  
Maréchal Juin - CS 80040 - 85036 LA ROCHE-SUR-YON Cedex -  
Tél. 02 51 45 88 00
  - FRANCE TELECOM** : Unité Régionale de Réseau Nantes, 5 rue du  
Moulin de la Garde. BP 53149. 44331. NANTES cedex 3. Tél.  
02.40.44.04.31  
France Télécom URR NANTES. 97 bd de l'industrie. BP 329. 85008 -  
LA ROCHE-SUR-YON.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

*Sans Objet*

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'indépendance du chantier par clôture doit éviter toute intrusion des enfants et du public en général.

Les voies publiques doivent être maintenues en parfait état par un nettoyage régulier pour éliminer toutes poussières ou boue

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- La limitation de vitesse sur les voies doit être respectée
- Les bruits, poussières seront limités au minimum des connaissances et techniques de mise en oeuvre actuelles,
- Un permis de feu sera établi pour chaque travail par point chaud,  
Maîtrise d'Ouvrage => merci de me préciser qui peut signer le PF pendant la phase réalisation de travaux (2 contacts à prévoir) => à définir lors de la préparation de chantier
- Les entreprises tiendront compte également de la présence d'autres intervenants sur la zone des travaux et / ou pour y accéder
- la priorité est toujours à donner aux ambulances et pompiers !

### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les livraisons doivent être clairement expliquées par les entreprises afin de ne pas générer de nuisances entre le chantier et site en exploitation adjacent.

### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

***L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.***

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail . . . )

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

### 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

### 6.7. Locaux témoins

sans objet, le chantier est interdit au public

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel :

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

**Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.**

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousses sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

**Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.**

**Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.**

**Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.**

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

Voir plan de PRS et consignes sécurités incendie en place

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

**1. ICI CHANTIER : CHANTONNAY VH Résidence des Paquerettes : Réhabilitation de 25 logts**

Adresse : rue des Paquerettes 85110 CHANTONNAY

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Voir plan de PRS et consignes sécurités incendie en place

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_METAH
- Annexe\_SCALP
- Grille exigences Hygiene et cantonnement
- DHOL 1